



ENTRETIEN DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
FACE AUX LECTEURS DU QUOTIDIEN « Le Parisien »

Palais de l'Élysée – Parution mardi 26 février 2008

Narcisse Ebongue Makolle. Comment réagissez-vous devant le manque de confiance des Français à votre égard, dont témoignent les derniers sondages?

Nicolas Sarkozy. Avec lucidité et avec calme. Pour devenir président, il faut en passer des collines, des vallées, des montagnes ! Il ne faut pas croire, quand les sondages sont bons, que tout va bien et quand les sondages sont mauvais, que tout va mal. Si on réagit comme ça, on n'arrive jamais au bout ou d'un projet. Mais je me dois d'être lucide et d'en tenir compte. Des épreuves, j'en ai connu dans ma vie comme tous les Français. J'ai été élu pour cinq ans pour transformer la France. C'est mon travail, c'est ce que je vais faire. On élit quelqu'un pour qu'il affronte les épreuves. Je m'y étais préparé. J'observe également le décalage immense entre ceux que le gouvernement met en œuvre sur le fond des choses et la caricature qui en est parfois présentée. Je vais m'attarder à mieux présenter notre politique afin qu'elle soit mieux comprise.

Anne Kaminsky. Vous déclenchez des sentiments exacerbés chez les Français, de l'admiration jusqu'à l'animosité, voire la «sarkophobie». Vous sentez-vous responsable de ces sentiments?

Oui. Ce serait malhonnête de dire : quand je suscite des sentiments de grand amour je le dois à mon supposé charisme, et quand je suscite des sentiments de grand rejet, ce serait la faute des autres. Ma conception du rôle du chef de l'État, ce n'est pas de cultiver la sympathie d'être le copain qu'on rêverait d'avoir. Pendant des décennies la France n'a pas fait les choix qu'elle aurait dû faire. Mon travail c'est d'affirmer des convictions et d'avancer. Forcément vous touchez des gens, en positif ou en négatif. Je suis donc responsable même s'il m'arrive de penser qu'il y a de l'outrance. Ainsi, me présenter comme raciste parce que je veux une véritable politique d'immigration dont la France a besoin. Ce n'est pas du débat, c'est de l'outrance. Quand le journal «Marianne» titre en couverture : «Sarkozy est-il fou?». Cela me blesse et c'est de l'outrance encore une fois.

Claude-Sophie Guiraudet. A propos de la vidéo qui circule sur Internet, avec votre apostrophe «Casse-toi, pauvre con», la mère que je suis se doit de vous poser la question: le président peut-il se comporter comme Monsieur-tout-le-monde ? Cette polémique me rappelle celle du «coup de boule» de Zidane...

Il est difficile même quand on est Président de ne pas répondre à une insulte, j'ai sans doute les défauts de mes qualités. Ce n'est pas parce qu'on est le président qu'on devient quelqu'un sur lequel on peut s'essuyer les pieds. Cela étant, j'aurais mieux fait de ne pas lui répondre.



Philippe Laratte. Est-il possible d'être hyperactif et aussi productif que vous l'êtes aujourd'hui sans être hyper médiatisé ? Ne faut-il pas prendre plus de recul ?

Hyper-actif, c'est mon devoir pour réveiller un pays qui sommeillait. Je ne porte pas de jugement critique sur ce qu'ont fait, ou pas, les autres. Hyper actif, je le dois à la France parce que, si le président ne s'engage pas, ça ne bouge pas. De cette pièce où nous sommes pour prendre des décisions, à l'arrivée dans les administrations, quand je demande 100, j'obtiens 10. Si je ne tape pas du poing sur la table, si je n'exige pas des résultats, il ne se passe rien. C'est normal, les gens ne veulent pas d'ennuis. J'aurais moins d'ennuis dans l'inertie mais dans ce cas je ne ferai pas ce que j'ai promis aux Français. Hyper actif, il faut donc que je le sois car les Français ont le sentiment qu'on n'a pas tout fait pour obtenir des résultats. Hyper médiatisé ? Je vous demande de me croire : je ne le cherche pas. Je ne vois pas d'ailleurs comment je pourrais empêcher la publication de ces photos.

Marie-Thérèse Desjardins. Aujourd'hui, c'est l'état de grâce pour votre Premier ministre François Fillon. Comment le vivez-vous alors que votre propre cote de popularité est en baisse ?

C'est moi qui ai choisi le Premier ministre, c'était donc une bonne décision.

L'évolution n'était peut-être pas prévisible cependant ?

Dans les couples président-premier ministre, il y a toujours eu des épisodes comme ça. Mais ce n'est pas un problème pour moi, c'est plutôt une solution. Ca prouve que la politique qui est mise en œuvre est la bonne et que le décrochage est dû non pas à la politique, mais à des événements qui sont apparus dans ma vie et que j'ai dû gérer. Par ailleurs, la raison de continuer avec un Premier ministre ne réside pas dans les sondages, mais dans la qualité du travail qu'il accomplit.

Nicolas Teindas. En Arabie Saoudite, vous avez dit «Dieu est dans le cœur de chaque homme». Est-ce votre opinion personnelle où vous exprimiez-vous en tant que chef d'Etat?

En Arabie Saoudite se joue une partie absolument essentielle. C'est le pays gardien des lieux saints, la Mecque, et l'Arabie Saoudite doit tenir face aux extrémistes. Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, quelques semaines avant mon voyage, est allé voir le pape, ce qui est un geste extraordinaire pour le gardien des lieux saints de l'Islam. Il lui a dit: «Ce que nous avons en commun, les religions, est beaucoup plus important que ce qui nous divise». C'est un geste considérable! J'ai donc fait un discours sur les religions en disant qu'il était scandaleux de tuer, d'exclure au nom des religions. J'ai dit qu'il n'y a pas un mot de la Torah, pas un mot de la Bible, pas un mot du Coran qui prône la violence, la haine et l'extrémisme. Et que tout devait être fait pour éviter la guerre des religions entre l'Islam et l'Occident. Voilà pourquoi j'ai parlé des religions. Pour le croyant, Dieu est en chaque homme. C'est une phrase que j'ai reprise d'une homélie de Jean-Paul II quand il est venu parler aux JMJ à Longchamp. Je ne dis pas que la religion est la réponse à tous nos problèmes. Mais je constate que quand on a abandonné la morale religieuse, on a abandonné également la morale laïque, et on n'a plus du tout fait de morale. Je respecte ceux qui ne croient pas. Moi-même je ne suis pas pratiquant. Mais Malraux a dit «Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas». Le grand problème du monde, c'est d'éviter que les extrémistes fassent basculer le monde dans une guerre des religions. Je crois profondément à la laïcité, mais je ne pense pas que la laïcité doive être une laïcité de combat. La laïcité, c'est reconnaître un droit, le droit de croire ou de ne pas croire. La politique, ça sert à organiser la vie entre la naissance et la mort. Mais ce n'est pas la

politique qui répond à la question «Pourquoi la naissance et quoi après la mort ?» C'est ce qu'on appelle la quête de sens. Je ne dis pas qu'il n'y a que le spirituel qui peut y répondre, mais pour beaucoup ça compte. Chaque fois qu'on va à l'enterrement d'un membre de sa famille ou d'un ami, on se dit: la seule chose dont on est sûr, c'est que ça nous arrivera. Je ne suis pas le seul à y réfléchir.

Raja Yagoubi. Quand vous étiez ministre de l'Intérieur, vous avez décidé de supprimer la police de proximité. Il y a quelques semaines, votre ministre de l'Intérieur a annoncé de nouvelles mesures réinstallant cette police. Regrettez-vous votre décision de l'époque et quels seront les plus de cette police?

1997-2002, la délinquance augmente de 15%. 2002-2007, elle a reculé de 14%, avec le même appareil statistique. Je ne veux pas rentrer dans la polémique, mais ça n'a pas du être tout à fait inutile ce que j'ai fait. Et d'ailleurs les gens sentent que ça va mieux. Il y a 25% de délinquance en moins dans les trains. Tout n'est pas réglé, mais on a obtenu des résultats. Pour moi, la vraie police de proximité, c'est la brigade anticriminalité, c'est-à-dire ceux qui sont sur le terrain au moment où les délinquants s'y trouvent. La police de proximité sous la gauche c'était de faire des patrouilles dans les zones piétonnes à 9h du matin. La gauche et la sécurité, ça a été un désastre. J'ai décidé de ne pas baisser pas les bras. Je suis du côté des victimes. Je veux les protéger.

Nicolas Teindas. Le Conseil constitutionnel a validé une partie de la loi sur la rétention de sûreté, mais en a censuré une autre sur la rétroactivité. Est-ce à dire que tout est négociable?

Le Conseil constitutionnel a dit que la peine de rétention de sûreté n'est pas anticonstitutionnelle. Cela veut dire qu'un criminel dangereux ne retrouvera pas la liberté quand il aura purgé sa peine, mais quand il ne sera plus dangereux pour la société : c'est un grand changement. Ce que je n'accepte pas, c'est quand on dit: ça vaut pour l'avenir, ça ne vaut pas pour le passé. Ça veut donc dire qu'un serial-voleur condamné il y a six mois et qui va sortir dans vingt ans, ne se verra pas appliquer la loi. Il pourra violer à nouveau alors que le serial-voleur qui a violé après l'adoption de la loi, lui n'aura pas le droit de sortir. On aura donc deux catégories de serial-voleurs: celui qui sera libre parce qu'il aura été condamné juste avant la loi, et celui qui n'aura pas le droit de sortir parce qu'il aura été condamné juste après. Imaginez que c'est votre petite fille. Vous l'acceptez ? J'aimerais qu'on ne mette pas ce principe de la rétroactivité au service des criminels les plus dangereux. Si dans dix ans une famille vient me voir en me disant: M. Sarkozy, cet homme a déjà violé et il s'est attaqué à ma petite fille. Vous aviez dit que vous feriez voter une loi sur la rétention de sûreté, pourquoi ne s'est-elle pas appliquée? Vous m'imaginerez répondre: Madame excusez-moi c'était il y a dix ans, mais il a été condamné huit jours avant le vote de la loi, ça ne s'applique pas, le Conseil constitutionnel a dit ce n'était pas rétroactif. Ça ne pose pas un problème? Je veux pouvoir appliquer cette loi aux criminels les plus dangereux. Ça ne veut pas dire qu'ils doivent rester à vie en prison. J'ai pris la décision de créer un hôpital prison à Lyon. Il faut en finir, on ne peut plus mettre des fous en prison, il faut les mettre dans une structure hospitalière où on les soigne. Je tiens à l'affirmer je ne céderai pas, le principe de précaution doit s'appliquer aux victimes.

Raja Yagoubi. N'est-il pas scandaleux que des entreprises en bonne santé, par exemple ArcelorMittal ou Michelin, licencient ou ferment des sites ? Est-ce que l'Etat continuera de les soutenir financièrement ?

Ce n'est pas facile de répondre aussi simplement. Si ces entreprises font des bénéfices, c'est parce qu'elles sont compétitives et ça, c'est plutôt une bonne nouvelle. Mittal a racheté Arcelor. Ils font 7 milliards et demi de bénéfices cette année, là où Arcelor perdait de l'argent. J'ai dit à M. Mittal : « On manque d'acier dans le monde, ne fermez pas le laminoir. Trouvons une solution ». J'espère qu'on va y arriver. Michelin, c'est un peu plus compliqué. Michelin fabrique à Toul des pneus de moyenne gamme. Il y en a trop. L'usine va fermer, je ne peux pas leur en vouloir, c'est une bonne usine, une bonne marque, une bonne gestion. J'ai obtenu de Michelin qu'il fasse sur le site de Toul le plastique usagé, les copeaux de plastique qui restent, de la plasturgie. On va y recréer cinq cents emplois. En revanche, quand les patrons de Metaleurop, dans le Pas-de-Calais, partent en laissant la clef sous la porte, c'est scandaleux. Je ne comprends pas non plus l'affaire de la Société générale : quand le président d'une entreprise connaît un sinistre de cette ampleur et qu'il n'en tire pas les conclusions, ce n'est pas normal. Que quelqu'un gagne 7 M€ par an ne me choque pas. A une condition : c'est qu'il en assure la responsabilité. C'est tout le problème sur Daniel Bouton. Je n'ai rien contre lui. Mais on ne peut pas dire : « Je vais être payé 7 millions par an » et, quand il y a un problème, dire « C'est pas moi ». Ça non, je ne l'accepte pas.

Michel Augagneur. Il y a une disproportion dans l'échelle des salaires. Ne pensez-vous pas qu'on pourrait répartir mieux les richesses produites ?

Les 35 heures ont tué la politique salariale dans notre pays. Pour payer les 35 heures, il n'y a plus aucune discussion de salaires dans les entreprises. Et je me retrouve avec un gigantesque problème de pouvoir d'achat parce que les gens voient que le coût de la vie augmente, que les salaires n'augmentent pas assez et qu'on leur demande toujours plus. Comment faire ? Il y a deux solutions. D'abord, les heures supplémentaires. Ça marche du feu de Dieu ! En octobre, 39% des entreprises ont utilisé le dispositif de défiscalisation, 45% en novembre et 55% en décembre. Il y a donc aujourd'hui près de 39% des salariés français qui gagnent plus parce qu'ils travaillent plus. Ensuite, j'ai demandé au gouvernement – et je m'impatiente, je veux que ça avance plus vite – un projet de loi sur l'intéressement pour qu'il soit généralisé. Je veux aussi poser la question de l'assujettissement des primes à la cotisation retraite et celle de l'intégration des primes dans le calcul des retraites. Mon objectif, ce serait qu'on obtienne la société des trois tiers : en cas de bénéfices, un tiers pour l'actionnaire, un tiers pour les salariés, un tiers pour l'investissement.

Mon salaire, maintenant. Je gagne 19 000 € par mois. Jacques Chirac en gagnait 20 000. Quand je suis devenu président de la République, on m'a dit : « Quel salaire voulez-vous avoir ? » J'ai dit : « Quoi ? Vous êtes fous ? Vous êtes malades ? » On m'a répondu : « Si, c'est comme ça que ça se passe. C'est le président qui fixe son salaire. » J'ai dit : « Changez-moi ça tout de suite. Continuez avec mon salaire de ministre de l'Intérieur (12 700 €). Et faites voter une loi ». Avant, personne ne savait combien gagnait le président. Moi, je dis : « Il faut une loi ». Et on dit : « Sarkozy augmente de 140% de son salaire ! ». Où ont-ils vu ça ? Jacques Chirac avait 10 000 € de salaire et, vu son âge, il avait toutes ses retraites. Ça faisait 20 000, soit ce que gagne le Premier ministre. Qui a fixé le salaire du Premier ministre ? Lionel Jospin. Quand Lionel Jospin dit que le Premier ministre doit gagner 20 000 €, il n'y a pas de polémique parce qu'il est de gauche. Je veux gagner exactement comme le Premier ministre : 19 177 €. Ce n'est pas normal que le président cumule ses retraites et son salaire alors que les Français ne peuvent pas le faire. Je dis : « J'interdis au président de cumuler ses



retraites ». Et on répond : « Il s'augmente de 140% ! » Est-ce que c'est honnête de présenter les choses comme ça ?

Claude-Sophie Guiraudet. Ne faut-il pas des mesures antidiscriminatoires musclées pour arriver à une vraie égalité hommes-femmes?»

Oui il en faut. C'est pourquoi j'ai voulu donner aux femmes autant de responsabilités. Pour moi, la parité au Gouvernement, ce n'est pas seulement la quantité, ce n'est pas de mettre huit femmes et sept hommes. La parité, c'est faire le choix d'une femme ministre des Finances, la première dans l'histoire de la République -Christine Lagarde-, à mettre une femme ministre de l'Intérieur, la première dans l'histoire de la République -Michèle Alliot-Marie-, une femme ministre de la Ville. J'ai imposé un garde des Sceaux qui s'appelle Rachida Dati. Je n'ai pas accepté que l'on cantonne les femmes aux crèches et à la politique sociale. Par ailleurs je déteste qu'on réduise les femmes à ce que font leurs maris. J'ai voulu que Christine Ockrent soit la directrice générale de France Monde. Je trouve scandaleux qu'on proteste parce qu'elle a un compagnon qui s'appelle Bernard Kouchner et que l'on oublie aussi la journaliste d'exception qu'elle est. C'est insultant à l'égard des femmes. Carla était chanteuse avant que je la rencontre. Réduire la place d'une femme à la carrière de son mari est un manque de respect. Quand j'ai étudié les promotions de la Légion d'honneur, j'ai constaté que des ministères ne proposaient que 12% de femmes. J'ai tout refusé. On a pris un mois de retard, mais la dernière promotion était paritaire. Je crois que c'est avec des détails comme ça qu'on fait avancer les choses. Je veux que dans les propositions de nomination qui me sont faites, on me propose un homme et une femme pour que je puisse choisir. Si on n'est pas très volontariste, on n'a aucune chance de régler le problème avant longtemps.

Claude-Sophie Guiraudet. Quelles sont à votre avis les mesures phares qui vont remotiver les maîtres, restaurer leur autorité?

Ca ne sert à rien de s'occuper du collège et du lycée si on ne s'occupe pas du primaire. Un enfant qui sort du primaire sans savoir lire, écrire, compter, n'a aucune chance de s'en sortir. Il y en a 100.000 chaque année! J'ai fixé un objectif, c'est de diviser par trois l'échec scolaire. Je veux qu'on se reconcentre sur l'essentiel: le français, la grammaire, la mémoire, le calcul, bref les fondamentaux. Avec Xavier DARCOS, nous avons fait passer le nombre d'heures de cours de nos enfants de 26 heures par semaine à 24. Les deux heures dégagées, les professeurs les utiliseront à aider ceux qui ne suivent pas dans la classe. Il y aura deux nouveautés dès l'année prochaine: vous connaîtrez les résultats de l'école de votre enfant, et il y aura une évaluation tous les deux ans des professeurs sur les résultats et non pas sur l'application de la méthode. Je veux qu'on fasse confiance aux maîtres qu'ils appliquent la méthode globale, analytique, ça m'est égal. C'est le résultat qui compte.

Anne Kaminsky. Votre projet de retrait de la publicité à la télévision publique, n'est-ce pas une fausse bonne idée?

Il y a cinq ou six chaînes de service public. A quoi servent-elles si elles ressemblent au privé, si elles doivent subir la tyrannie de l'audience et des recettes publicitaires? Je crois qu'il faut que le service public garde des mesures d'audience, mais année après année, pas quart d'heure après quart d'heure. Sinon, vous aurez les mêmes programmes. J'ai voulu créer un électrochoc en supprimant la publicité à la télévision publique. On gardera le parrainage, par exemple la BNP pour Roland-Garros. Mais il faut faire une télé de service public avec des émissions différentes. Il n'y a plus d'émission sur les livres, sur le théâtre, sur la musique, il n'y a plus d'émission de débat vraiment politique. La ligne éditoriale du service public, ça doit être l'exigence.



Michel Augagneur. Monsieur le président, je n'ai pas voté pour vous...

C'est votre droit, Michel, je le regrette mais c'est votre droit...

Michel Augagneur. Mais je trouve que votre politique d'ouverture à des personnalités de gauche est une bonne chose. Pensez-vous continuer dans cette voie?

Philippe Laratte. Moi j'ai voté pour vous. Ne faut-il pas faire participer davantage la société civile?

L'ouverture, je vais la continuer: les Français ont voté pour le projet présidentiel que je présentais. Je ne vais pas dire que tout le monde est intelligent à droite et que personne ne l'est à gauche: ce serait absurde. C'est moi qui ai proposé Dominique Strauss-Kahn pour le FMI. Et je ne regrette pas d'avoir choisi pour le gouvernement Kouchner, Fadela Amara, Besson, Bockel, Hirsch. Il y en a d'autres avec lesquels j'ai envie de travailler. Le Président de la République n'est plus l'homme d'un parti. J'ai des idées pour faire venir d'autres personnalités...

Michel Augagneur. Pouvez-vous nous donner des noms?

Claude Allègre est un homme avec qui j'aimerais un jour travailler. C'est un grand scientifique. Il veut changer les choses. Sur la société civile, c'est plus compliqué parce que la politique, c'est un métier. Christine Lagarde, qui est avocate, vient de la société civile. C'est une femme remarquable qui réussit très bien. J'ai demandé aussi qu'on change les recrutements des ambassadeurs. Nous avons nommé Jean-Christophe Ruffin, qui est Prix Goncourt, ambassadeur au Sénégal. Je veux les meilleurs au service d'un même projet. Regardez ce qui s'est passé pour la SNCF. Mme Idrac a été ministre d'Alain Juppé. Pépy a été directeur de cabinet de Martine Aubry. Qui avons-nous choisi? M. Pépy. Ça m'est égal qu'il soit de gauche et elle de droite: je cherchais le meilleur, et j'ai estimé que pour la SNCF, le meilleur c'était lui. Je déteste le sectarisme.

Nicolas Teindas. Vos conseillers interviennent régulièrement. S'agit-il d'un gouvernement bis?

Non. Mais s'il y a un fautif c'est moi, car j'ai toujours pensé que c'était bien d'avoir des conseillers qui parlent. Ils sont d'origines différentes. L'un de mes conseillers a voté "non" au référendum sur l'Europe: c'est Henri Guaino. Un autre a voté "oui": c'est Claude Guéant. Si je ne suis pas capable de faire travailler ensemble des gens qui ont voté oui et des gens qui ont des sensibilités différentes, je ne suis pas capable de faire la synthèse de la France et je suis reconnaissant à mes conseillers de faire la pédagogie de la politique que je mets en œuvre. Je suis heureux que mes ministres s'affirment chaque jour davantage.

Anne Kaminsky. Comment réussissez-vous à gérer votre temps?

Je ne réussis pas... On a une vie très simple, on ne sort jamais. La seule fois que je suis allé dans un dîner, j'ai rencontré Carla! Je cours une heure trois fois par semaine. Je dors beaucoup dans les avions. J'ai une hygiène de vie stricte, j'essaie de ne pas grossir, ce qui est pour moi un combat de tous les jours. Il faut être en bonne forme. La vérité, c'est que c'est moins difficile qu'on ne croit. C'est mon métier. Le plus difficile, c'est de résister à la pression et de tenir la barre. Mon métier, c'est de transformer les informations en décisions, et j'y suis prêt.



Marie-Thérèse Desjardins. Vivez-vous l'étalage de votre vie privée comme un viol de l'intimité, ou voulez-vous vous démarquer de vos prédécesseurs. Et que pensez-vous de la famille avec un grand «F»?

Je me serais bien passé de tout cela mais ce n'est pas moi qui l'ai créé. L'époque est ainsi et je ne fais pas l'époque à moi tout seul. L'exigence de transparence est un fait.

Et sur la famille?

Je me suis toujours occupé avec soin de ma famille. Je suis un homme qui aime la famille. Je suis un homme qui a besoin de sa famille.

Claude-Sophie Guiraudet. Qu'aimeriez-vous qu'on retienne de votre mandat dans vingt ans?

Que les Français se disent: il a vraiment changé les choses. J'ai travaillé 32 ans pour être élu, je suis élu pour 5 ans. Mon attente, ce n'est pas que le prochain sondage soit bon, mais qu'à la fin de mon quinquennat on dise: il a fait ce qu'il avait dit, il a préparé la France aux défis du monde. J'aimerais qu'on dise que mon quinquennat a été utile. Et je vais tout faire pour cela. Ce qui compte ce sont les résultats pour les Français.